

Tempête de feu au Chili : des sapeurs-pompiers français témoignent

Propos recueillis par Coline Léger



Du 20 janvier à la mi-février, le Chili a connu les pires incendies de son histoire. Au total, plus de 600 000 hectares ont brûlé, l'équivalent de la Corse, rayant de la carte des villages entiers. En cause : une tempête de feu d'une ampleur inédite. Bilan : onze morts et une polémique sur les moyens et techniques d'extinction du pays. Mandatés par l'Union européenne, le capitaine Laurent Alfonso, du Sdis du Gard, et le lieutenant-colonel Rémi Cottin, de l'UIISC 7 de Brignoles (83), témoignent de leurs missions respectives : le premier, comme spécialiste des RCCI, chargé d'enquêter pour expliquer la violence inédite de ces incendies, le second comme partie prenante de la lutte contre ces feux de forêt, avec son unité, intégrée au dispositif chilien.



**Capitaine
Laurent Alfonso**

Sdis 30

« Tout le monde avait le sentiment qu'il s'était passé quelque chose d'exceptionnel. »

« Je faisais partie d'un groupe d'experts européens missionné

par l'Europe, composé de deux Espagnols, d'un Italien, d'un Portugais et d'un Français, pour accompagner les autorités chiliennes dans la coordination des moyens internationaux déployés : 700 sapeurs-pompiers, venus d'une trentaine de pays. Les incendies étant sous contrôle à notre arrivée, le 4 février, l'Union européenne a réorienté notre mission vers l'analyse du phénomène. En effet, ce qui s'est passé au Chili n'avait jamais été observé ailleurs. Déclenchés à partir du 20 janvier, une centaine de petits feux, dispersés sur le territoire, se rejoignent. Dans la nuit du 25 au 26, il se produit un phénomène inédit : l'énergie de chaleur dégagée par ces feux, sur plusieurs milliers de km², provoque un changement climatique. Jusqu'ici, nous étions en situation anticyclonique, avec une température de 30 °C et des vents faibles, de l'ordre de 40 km / h. C'est alors que le potentiel calorifique, sous la forme d'une colonne convective de chaleur, troue la première couche de l'atmosphère. Cela crée un gigantesque appel d'air, comme si l'ouverture d'une porte avait conduit à un embrasement généralisé (backdraft) en milieu ouvert. Un phénomène connu sous le nom de tempête de feu, mais d'une ampleur inégalée. En à peine quatorze heures, 100 000 ha brûlent, soit 1 000 km². Mais, à ce moment-là, nous ignorions tout cela. Il y avait une drôle d'ambiance : tout le monde avait le sentiment qu'il s'était passé quelque chose d'exceptionnel. Pour parvenir à cette conclusion, l'équipe d'experts s'est répartie sur les deux zones les plus touchées par les incendies : la région du Maule et celle du Biobío, où je me suis rendu avec les Espagnols. Sur le terrain, nous avons recueilli des témoignages faisant état de vitesses de propagation du feu exceptionnelles, de l'ordre de 20 km / h, confirmés par les images satellites. Dans l'Hexagone, la référence est de 5 à 6 km / h, dans le Var en 2003. À certains endroits, on pouvait observer des arbres arqués par une très forte intensité de chaleur, ou cassés en deux, signe de vents violents allant parfois jusqu'à 120 à 130 km / h. Après ces observations, nous nous sommes retrouvés pour comparer nos constats, similaires. Le 15 février, nous avons remis un prérapport aux autorités chiliennes, avant de repartir le 17, deux semaines après notre arrivée. Actuellement, nous achevons le rapport final. Ces observations ont apporté un éclairage aux autorités du pays sur les adaptations à mettre en place en matière de lutte contre les feux de forêt. Face à un tel phénomène, aussi violent et imprévisible, n'importe quel pays aurait rencontré des difficultés. »



Photos : DR

Rodrigo Garrido / Reuters

Rodrigo Garrido / Reuters



**Lieutenant-colonel
Rémi Cottin**

UIISC 7, chef du détachement français envoyé au Chili

« Un village rayé de la carte le surlendemain de mon arrivée. »

« Les 21 et 22 janvier dernier,

François Hollande était en voyage officiel à Santiago alors que les incendies faisaient rage. Il a proposé d'apporter l'aide de la France. Je suis parti le 23 janvier avec trois experts feux de forêt pour évaluer la situation. Le surlendemain de mon arrivée, un village complet d'un millier de maisons, Santa Olga, était rayé de la carte, heureusement sans faire de victime, les autorités l'ayant fait évacuer à temps. Entre-temps, l'Union européenne avait déclenché le mécanisme européen de protection civile le 26 janvier. Un détachement de 69 personnes des UIISC 5 et 7, renforcé par l'expert technique international sécurité civile basé au Pérou, est arrivé le 28 janvier à Santiago, accompagné par deux autres détachements européens (espagnol et portugais) d'une cinquantaine de membres chacun.

Le détachement français a été positionné dans la région de Biobío, où les incendies menaçaient la ville de Gran Concepción, zone de plus d'un million d'habitants. Sous les ordres de la chaîne opérationnelle chilienne, nous avons intégré le dispositif aux côtés des sapeurs-forestiers de la Conaf, l'équivalent de l'ONF. Les Chiliens ont une doctrine différente de la nôtre : ils ne cherchent pas à éteindre les feux, mais à les contrôler. Ainsi, ils n'utilisent pas les techniques d'attaque en eau, à la lance incendie ou aux avions bombardiers d'eau. Ils circonscrivent le feu par un travail mécanique ou humain de séparation de combustible et de traitement de lisières, auquel nous avons participé. Nous avons apporté nos moyens en eau, des bâches de 500 à 1 000 litres, placées sur des véhicules, nous permettant d'établir nos tuyaux, soit pour aller à l'attaque du feu, défendre des points sensibles, soit pour participer au travail sur lisière. Deux semaines durant, un sapeur-pompier français installé à Valparaiso, l'adjudant-chef Alain-Baptiste Grimani, du Sdis du Doubs, et un sapeur-pompier chilien de Santiago parlant français, Fernando Ahumada, nous ont servi d'interprètes au contact du personnel opérationnel, tels nos 71^e et 72^e membres. Sur le site logistique de Concepción, où nous étions logés dans une école, des étudiants français, sollicités par l'ambassade, nous appuyaient également en traduction. Cette intervention était différente de ce que nous faisons habituellement à l'international : il ne s'agissait pas d'une crise humanitaire. Cela ressemblait plutôt aux campagnes feux de forêt que nous menons dans la zone sud de la France, à cela près que la superficie et l'intensité des feux étaient si importantes que le pays s'est retrouvé submergé par la crise. »